

État des sources d'archives publiques relatives à l'histoire de la lutte contre le sida conservées aux Archives nationales

Ce [guide des sources](#), destiné à toute personne s'intéressant à l'histoire de la lutte contre le sida en France et dans le monde, trouve son origine dans le partenariat réactivé en 2013 entre l'association de lutte contre le SIDA, AIDES, et les Archives nationales.

En effet, c'est à l'occasion d'une journée d'étude, organisée par les Archives nationales en 2013 autour des archives d'AIDES et de l'histoire de la lutte contre le sida, dont l'ambition au demeurant atteinte était de faire un premier bilan des sources disponibles sur le sida, qu'est née l'idée de fournir un instrument de recherche unique sur les archives publiques relatives au sida conservées aux Archives nationales.

Ce guide des sources organisé par producteur détaille donc les ensembles d'archives produits par la présidence de la République et la quasi totalité des départements ministériels.

Des dossiers nominatifs d'hémophiles contaminés récemment versés en 2013, aux archives du procès du sang contaminé, en passant par l'engagement du Président Chirac pour le fonds mondial, sans oublier les nombreuses archives versées par le ministère de la Santé, et notamment la division sida, le lecteur aura la surprise de découvrir nombre de dossiers et de pièces inédits, pas forcément mentionnés dans ce guide en raison d'un niveau de description nécessairement synthétique, telle qu'une rédaction théologique du Recteur de la mosquée de Paris sur "islam et sida" conservée dans le fonds de cabinet d'un ministre de la Santé, ou encore les dossiers de Ségolène Royal, alors chargée de mission du Président Mitterrand, sur le test de dépistage Elisa de l'institut Pasteur.

Ce guide des sources doit être la première pierre d'un édifice composé d'une part, des sources d'archives publiques, non seulement celles conservées aux Archives nationales mais dans les autres services d'archives, ceux des ministères de la Défense et des Affaires étrangères, bien évidemment, mais également les services de l'Assistance publique des hôpitaux de Paris, ou l'institut Pasteur, et d'autre part des archives privées, comme le fonds Daniel Defert, généreusement donné en 2013 aux Archives nationales. Idéalement, il deviendrait un instrument de recherche collaboratif ouvert à tous les détenteurs d'archives sur le sida.

Gageons pour le moment que le curieux comme le chercheur averti trouveront les premières orientations parmi les matériaux publics de cette histoire contemporaine d'une pandémie toujours invaincue.